

CONVENTION CADRE

DE COOPERATION

ENTRE

**LE CENTRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE EN SOUDAGE
ET CONTROLE**

- **CSC** -

E T

L'ECOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE

- **ENP** -

AVRIL 2000

ENTRE

Le Centre de Recherche Scientifique et Technique en Soudage et Contrôle
dénommée ci-après «CSC» représentée par son Directeur,

d'une part,

ET

l'Ecole Nationale Polytechnique, dénommée ci-après « E N P », sise à El Harrach et
représentée par son Directeur

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1 : OBJET

Article 01 :

La présente convention a pour objet la coopération scientifique, technique et technologique entre le CSC et l'ENP.

La présente convention fixe les principes et les objectifs, dans les principaux domaines, ainsi que les modalités de mise en œuvre de la coopération.

Article 02 :

La collaboration envisagée implique la réalisation d'actions conjointes et concertées pour la prise en charge des sujets d'intérêt commun, à savoir :

- Etudes,
- Encadrement d'élèves-ingénieurs,
- Formation et recyclage,
- Recherche et développement,
- Echange de connaissances et de compétences techniques et scientifiques...

CHAPITRE 2 : PRINCIPES ET CADRE DE MISE EN OEUVRE

Article 03 :

3.1. Le niveau de décision est représenté par le Directeur du CSC et le Directeur de l'ENP ou par leurs représentants dûment habilités.

3.2. Le niveau d'exécution est représenté par les laboratoires du CSC, d'une part et par les départements, laboratoires ou équipes de recherche de l'ENP, d'autre part.

3.3 La mise en œuvre de cette convention sera suivie par le représentant de chaque partie, désigné à cet effet, qui en rendra compte régulièrement à sa Direction en particulier lors des réunions de coordination visées à l'article 5 ci-après.

Article 04 :

Les projets et programmes d'actions seront identifiés et définis par des groupes de travail mixtes CSC - ENP.

Article 05 :

Le Directeur du CSC et le Directeur de l'ENP tiendront une réunion de coordination, au moins une fois par an, en vue d'évaluer, d'orienter et d'impulser le développement des actions de coopération.

CHAPITRE 3 : DOMAINES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 06 :

Les actions à entreprendre concernent, notamment, les domaines suivants :

a) Travaux d'étude et de recherche/développement visant :

- Le développement des techniques de soudage et de contrôle,
- La caractérisation physique et métallurgique des éléments soudés,
- La constitution d'une base de données relative aux conditions de soudage,

Ces travaux d'études seraient confiés soit aux structures de recherche du CSC, soit aux élèves ingénieurs dans le cadre de leur mémoire de fin d'études, soit aux élèves préparant un mémoire de Magistère.

b) Utilisation des moyens d'essais et laboratoires dont disposent le CSC et l'ENP.

c) Encadrement d'élèves ingénieurs de l'ENP par des chercheurs du CSC en collaboration avec des enseignants de l'ENP.

d) Participation des cadres chercheurs du CSC aux jurys d'examen des mémoires de fin d'étude des élèves-ingénieurs de l'ENP.

e) Séminaires professionnels destinés à traiter un thème de travail ou de recherche intéressant le CSC et l'ENP et, éventuellement, d'autres organismes ou Entreprises Algériens et Etrangers.

f) Formation des cadres chercheurs du CSC par le biais de la Post Graduation selon la réglementation en vigueur.

g) Echange d'informations scientifiques et techniques à l'effet d'améliorer et mettre à jour les connaissances sur l'état des techniques au profit des personnels du CSC et l'ENP.

CHAPITRE 4 : MODALITES D'APPLICATION

Article 07 :

La mise en œuvre de la présente convention donnera lieu à la conclusion de contrats d'exécution entre les structures de l'ENP et les unités du CSC concernées sur la base de cahiers de charges, préalablement établis conjointement.

Article 08 :

Les contrats d'exécution des projets ou programmes détermineront notamment :

- L'objet du contrat,
- Les objectifs et résultats escomptés,
- Le calendrier d'exécution des opérations programmées,
- Les moyens humains et matériels à mettre en œuvre pour l'exécution des travaux,
- Les responsabilités de chacune des deux parties,
- Les conditions financières,
- Le mode d'évaluation et de suivi.

Article 09 :

Les contrats peuvent contenir, selon les besoins, des annexes portant des clauses particulières ou spécifications techniques relatives aux travaux ou actions envisagés, et des avenants peuvent, si nécessaire, être conclus en vue de modifier, compléter ou préciser certains éléments du contrat de base.

Article 10 :

Cette convention est régie par les dispositions réglementaires en vigueur, notamment, en matière de confidentialité et de protection des informations et des documents.

CHAPITRE 5 : VALIDITE ET MISE EN VIGUEUR

Article 11 :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (05) ans. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour une même période, sauf dénonciation d'une des deux parties.

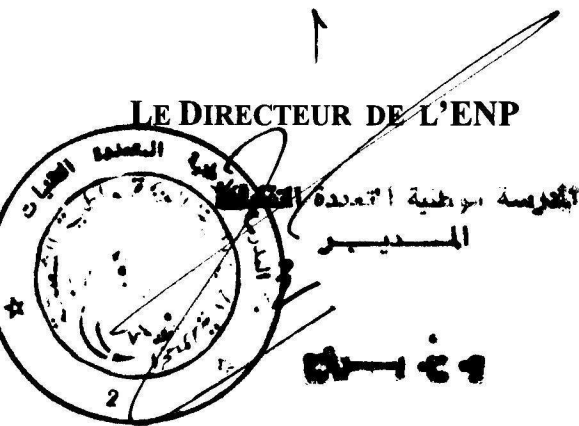
Article 12 :

Chacune des deux parties se réserve le droit de résilier la présente convention en cas de défaillance de l'autre partie dans l'exécution de ses obligations.

Article 13 :

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature par les deux parties.

Fait à Alger, le**2.9.APR.2000**.....



LE DIRECTEUR DU CSC

مدير
بن شعلة عمار